

# QDD.

## L'insertion intégrale, une manière renouvelée d'accompagner les trajectoires des jeunes dans les politiques de développement

La question des jeunes occupe depuis plusieurs années une place centrale dans les politiques de développement. Elle recouvre une réalité complexe et des définitions variées notamment en termes d'âge et de statuts sociaux.

Les institutions internationales, les banques de développement, les organisations de la société civile et les institutions de recherche accordent une attention croissante à la période de transition entre l'enfance et l'âge adulte, marquée par des transformations sociales, économiques et identitaires. Cet intérêt s'inscrit dans un contexte démographique mondial contrasté. Alors que l'Europe connaît un vieillissement rapide de sa population, de nombreux pays africains se caractérisent par une structure démographique très jeune. Cette dynamique alimente l'idée d'un potentiel « dividende démographique ». Elle appelle à un renforcement des politiques de développement liées aux jeunes dont

les trajectoires sont façonnées par des transformations structurelles telles que l'évolution des marchés du travail, l'urbanisation rapide, les inégalités sociales et territoriales ainsi que les effets du changement climatique.

Face à ces transformations, comment les acteurs du développement parviennent-ils à dépasser les logiques sectorielles, en silo, des programmes de soutien à la jeunesse, pour adopter des approches « intégrales » prenant en compte la complexité et la multiplicité des trajectoires d'insertion ?

### **Comment les acteurs du développement envisagent-ils la place des jeunes dans la solidarité internationale à l'aune des trois piliers du développement durable ?**

À partir des publications institutionnelles de divers acteurs du développement, une analyse a été produite qui s'appuie sur les trois dimensions du développement durable définies par le rapport Brundtland de 1987 : la prospérité économique, le progrès social et la soutenabilité environnementale.

#### **Auteurs**

**Marilou Vincent** (Consultante),  
**Nicolas Lejosne** (AFD),  
**Stéphanie Leyronas** (AFD)

Pilier	Principales thématiques	Acteurs analysés	Logique d'intervention dominante
Économique	Employabilité des jeunes Enseignement et formation techniques et professionnels (EFTP) Entrepreneuriat Compétences numériques Insertion dans les chaînes de valeur	Banque mondiale, Banque africaine de développement, Agence française de développement, Organisation internationale du travail	Valorisation du capital humain des jeunes et contribution au dividende démographique Développement de compétences adaptées aux transformations économiques et technologiques
Social	Éducation Santé mentale Droits et santé sexuels et reproductifs Égalité de genre Participation citoyenne Sport et cohésion sociale	UNICEF, UNFPA, Agence française de développement, organisations de la société civile (Plan International, Gret)	Reconnaissance des jeunes comme sujets de droits et acteurs de transformation sociale Promotion de l'inclusion sociale et de la participation citoyenne
Environnemental	Emplois verts Justice climatique Agroécologie Résilience environnementale	IPBES, GIEC, Institut de recherche pour le développement	Valorisation du rôle des jeunes dans les transitions écologiques et dans l'émergence de nouveaux modèles de développement durable

Source : revue technique faite par les auteurs

La revue des publications met en lumière des formes dominantes d'action.

### **La formation et l'insertion professionnelle, une priorité**

Le développement des compétences et les dispositifs d'employabilité sont au cœur des politiques de jeunesse qui visent à mieux aligner les enseignements et formations techniques et professionnels avec les besoins réels (actuels et futurs) des économies locales. Les partenariats entre acteurs publics et privés peuvent jouer un rôle central en facilitant la connexion entre systèmes de formation, entreprises et filières économiques. Le soutien aux secteurs porteurs des transitions écologiques (emplois verts et bleus, agroécologie, services environnementaux) apparaît également comme un levier important pour créer

des opportunités économiques durables adaptées aux transformations économiques et climatiques contemporaines. Enfin, dans certains contextes territoriaux, l'utilisation de services publics mobiles (unités mobiles d'orientation professionnelle, bus de formation itinérants ou cliniques mobiles proposant des services de santé et de conseil par exemple) peut constituer un outil pertinent pour atteindre les jeunes dans les zones rurales, isolées ou fragiles et renforcer l'accès aux dispositifs d'accompagnement.

### **La participation des jeunes dans la vie de la cité**

Les publications et cadres stratégiques des acteurs du développement mettent en évidence l'intérêt de renforcer les mécanismes d'intégration des jeunes dans les instances de décision locales, nationales ou sectorielles. Ils visent à renforcer leur implication dans

## **Les trois piliers fondamentaux et interreliés de l'insertion intégrale**

L'insertion intégrale des jeunes désigne leur capacité à réussir la transition vers une pleine autonomie, à exercer durablement et activement leurs droits, et à devenir des acteurs et actrices à part entière des dynamiques de changement. Elle s'inscrit dans un ensemble de dimensions interdépendantes et prises en considération de manière interreliée : i) sociales (dont genre) et citoyennes ii) économiques et professionnelles, iii) environnementales et climatiques.

L'insertion sociale et citoyenne considère les jeunes comme des membres à part entière de la société, porteurs de droits et de responsabilités. Elle recouvre notamment l'éducation, la santé, l'équité, la justice sociale, l'égalité des genres et la participation à la vie civile, sociale et politique.

L'insertion économique et professionnelle renvoie à l'accès des jeunes à l'autonomie financière, par l'emploi, l'entrepreneuriat ou leur participation aux dynamiques économiques locales. Elle inclut la formation, le développement des compétences, l'accès aux opportunités et l'accompagnement vers le marché du travail.

L'insertion environnementale et climatique désigne l'implication des jeunes dans les transitions écologiques, la préservation des ressources naturelles et la justice environnementale. Elle met en avant le rôle des jeunes dans l'élaboration de réponses concrètes aux défis écologiques, à travers leurs initiatives, leurs mobilisations et leur capacité à faire évoluer les comportements individuels et collectifs.

C'est le caractère interrelié de ces trois dimensions qui permet de qualifier l'insertion des jeunes d'« intégrale » : les transformations recherchées dans chacune d'elles ne peuvent être pensées ni mises en œuvre indépendamment les unes des autres.

le dialogue social, dans les processus de planification territoriale ou de décision et de mise en œuvre des politiques climatiques et environnementales. Transférer des ressources et des capacités de décision vers des organisations de jeunesse, ou des hubs locaux dirigés par des jeunes, constitue également une piste d'action importante. L'intégration systématique des enjeux d'égalité de genre et de lutte contre les discriminations favorise enfin une participation inclusive des différentes jeunes dans une perspective intersectionnelle. Enfin, l'accompagnement des jeunes pour leur permettre d'être actrices du changement, à l'échelle d'un projet mais, au-delà, à l'échelle de leur vie, reste au centre des préoccupations.

### **La sécurisation des trajectoires des jeunes dans les transitions sociales et économiques**

Les parcours personnels et professionnels se caractérisent par des phases d'expérimentation, de mobilité et de recomposition, qui fragilisent les trajectoires d'insertion, mais qui peuvent être accompagnées par des dispositifs de protection sociale adaptés. Les modèles dits « cash-plus » constituent une approche innovante qui associe transferts monétaires et services complémentaires tels que la formation aux moyens de subsistance, l'accompagnement vers l'emploi, l'accès à la couverture maladie, le soutien à l'entrepreneuriat, ou l'accès à des services de santé mentale et de santé sexuelle et reproductive. Ces dispositifs contribuent à renforcer la résilience économique et sociale des jeunes et à soutenir leur insertion durable dans les systèmes productifs et sociaux. De même, l'attention portée aux normes sociales et aux inégalités de genre, notamment en ce qui concerne les mariages précoces ou la charge de travail domestique qui pèse sur les jeunes femmes, pourrait favoriser un accès effectif à la formation et à l'emploi décent.

### **D'une approche encore fragmentée à celle de l'insertion intégrale des jeunes**

L'analyse fait ressortir une structuration en silo des stratégies et programmes liés aux jeunes, principalement organisée par secteurs d'intervention tels que l'emploi, l'éducation, la santé ou la participation citoyenne, qui correspondent aux champs d'expertise et aux mandats institutionnels des organisations. Il ressort également que les jeunes n'échappent pas toujours aux stéréotypes « jeunes et emploi » et « jeunes et sport » dans lesquels elles peuvent être rapidement cantonnées.

Ces approches privilégient souvent un aspect au détriment des autres, qui deviennent des variables d'ajustement, ou des impensés opérationnels. Ainsi, un programme centré sur l'employabilité peut renforcer les compétences professionnelles des jeunes sans aborder dans les *curricula* les questions de durabilité du métier (gestion des déchets, filière durable, durabilité des matières premières, énergie renouvelable par exemple) ou les enjeux sociaux liés à la pratique du métier (droit du travail, genre, rôle social d'une entreprise). Ce faisant, le jeune ainsi formé pourra exercer son métier

sans porter une attention suffisante aux enjeux sociaux et environnementaux qui lui sont consubstantiels, voire en adoptant des pratiques susceptibles de leur être préjudiciables.

Par ailleurs, les contraintes sociales, familiales, territoriales ou de genre conditionnent souvent l'accès effectif à l'emploi. Les jeunes femmes peuvent, par exemple, être formées à un métier sans pouvoir réellement s'insérer si la charge domestique, les normes sociales, l'absence de solutions de garde, l'insécurité dans les transports ou les restrictions de mobilité ne sont pas prises en compte. De même, un dispositif d'appui à l'entrepreneuriat peut soutenir la création d'activités économiques sans traiter l'accès au foncier, au financement, aux réseaux professionnels, à la protection sociale ou aux droits. Ces limites traduisent une difficulté à appréhender l'insertion comme un processus multidimensionnel.

L'analyse montre aussi une présence inégale des trois piliers du développement durable. Les dimensions économiques et sociales dominent largement les stratégies institutionnelles. La dimension environnementale apparaît de manière plus limitée. Seules les institutions dont le mandat porte explicitement sur les enjeux environnementaux, comme la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) ou le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), documentent de manière approfondie les effets des crises climatiques et de l'érosion de la biodiversité sur les conditions de vie, les ressources, les territoires et les activités économiques. Ils contribuent ainsi à rappeler que les trajectoires des jeunes sont directement affectées par les transformations environnementales et que leur participation aux réponses écologiques constitue un enjeu central des politiques de développement.

Dans les publications d'autres institutions, la dimension environnementale se trouve souvent intégrée dans des cadres d'analyse déjà existants. Elle apparaît à travers la question des emplois verts, de l'agroécologie, de l'économie circulaire ou des nouvelles filières économiques liées à la transition écologique. L'environnement se trouve alors abordé principalement sous l'angle des opportunités d'emploi et de transformation productive. Dans d'autres cas, les enjeux environnementaux sont associés aux formes d'engagement citoyen des jeunes. Les mobilisations climatiques, les initiatives communautaires ou les actions de plaidoyer en faveur de la justice climatique sont alors présentées comme des expressions de la participation civique des nouvelles générations face aux défis du changement climatique. Ces deux entrées (par les emplois verts ou par l'engagement environnemental) sont essentielles, mais elles restent partielles lorsqu'elles ne sont pas reliées aux conditions concrètes qui permettent aux jeunes d'agir durablement : accès aux ressources, à la formation, aux droits, au financement, aux espaces de décision et aux dispositifs d'accompagnement. Elles peuvent aussi invisibiliser les inégalités sociales, territoriales et de genre qui conditionnent autant l'accès aux opportunités économiques vertes que la capacité à participer aux mobilisations et aux décisions locales.

Le rôle des jeunes comme acteurs des Objectifs de développement durable (ODD) offre ici une perspective nouvelle. Les évolutions économiques, sociales et environnementales influencent directement leurs parcours, alors qu'ils seront essentiels à la conception et à la réalisation des trajectoires de développement durables. Dans ce contexte, la notion d'insertion intégrale propose d'appréhender les politiques de jeunesse à partir d'une analyse globale des trajectoires des jeunes. Elle permet de concevoir l'insertion des jeunes comme un processus multidimensionnel articulant accès aux opportunités économiques, participation sociale et citoyenne, et inscription dans les transformations territoriales et environnementales. Elle invite également à considérer les jeunes comme des actrices et acteurs des transformations économiques, sociales et environnementales, et non comme de simples bénéficiaires, en renforçant leur capacité d'initiative, leur participation aux processus de décision, de mise en œuvre, et leur contribution aux dynamiques territoriales.

## Une notion déjà en actes

Encore récente, la notion d'insertion intégrale des jeunes est déjà mise en pratique dans des initiatives qui articulent les dimensions économique, sociale et environnementale de l'insertion, tout en reconnaissant les jeunes comme actrices et acteurs des transformations territoriales et écologiques.

Mis en œuvre par le Gret avec le soutien de l'AFD, le programme JADE (Jeunes actrices du monde de demain) vise à renouveler l'analyse et les pratiques d'accompagnement des jeunes dans les politiques de développement. Fondé sur une démarche de recherche-action, le programme documente et expérimente des approches favorisant l'insertion intégrale des jeunes. La première phase (2020-2023) du programme (11 projets menés en Guinée, Haïti, République du Congo, Mauritanie, Mali et Sénégal) a permis d'accompagner plus de 13 000 jeunes, dont près de la moitié de femmes, vers des emplois durables tant au niveau social qu'environnemental, d'en sensibiliser plus de 5 600 aux enjeux sociaux, citoyens et environnementaux, et de soutenir

plusieurs dizaines d'initiatives locales. En République du Congo par exemple, le projet Jagov a mis en place un dispositif de formation certifié pour les jeunes au métier d'opérateur de pré-collecte de déchets, intégrant à la fois des compétences techniques, sociales et environnementales. Les jeunes formés deviennent ainsi acteurs de l'économie circulaire et de la transition écologique dans leur territoire.

L'initiative « Jeunes pour la Durabilité », portée au Maroc dans le cadre du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), s'inscrit dans les orientations internationales visant à renforcer la place des jeunes dans les transitions durables. Elle repose sur une approche qui ne considère pas les jeunes uniquement comme des bénéficiaires des politiques de développement, mais comme des partenaires actifs de la transition écologique. Le dispositif vise ainsi à mobiliser la jeunesse marocaine auprès de petites et moyennes entreprises (PME) engagées dans un projet d'accélération de la croissance verte et de l'emploi. Les jeunes y interviennent selon trois profils complémentaires : des profils techniques, chargés d'apporter aux PME des compétences et des solutions en matière de croissance verte ; des profils engagés dans le civisme et l'écologie, contribuant à promouvoir l'éthique et la responsabilité sociale des entreprises ; et des profils spécialisés dans la communication d'impact, chargés de valoriser les initiatives vertes auprès de différents publics.

## Un agenda ouvert de recherche

Le développement d'outils d'analyse capables de saisir la diversité des parcours des jeunes et les interactions entre ces différentes dimensions constitue un chantier important pour la recherche et pour l'action publique. L'approche des jeunes par l'insertion intégrale ouvre ainsi un riche agenda de recherche et l'AFD explore plusieurs pistes : l'articulation entre formation, opportunités socio-économiques et transitions écologiques ; les formes d'engagement des jeunes dans les transformations territoriales ; ou encore les mécanismes institutionnels qui permettent de renforcer leur participation effective aux politiques publiques ainsi que leur mise en œuvre.

---

### Bibliographie

**Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. 2025.** *Jeunesse et solidarité internationale. Feuille de route pour la Jeunesse dans l'action extérieure du ministère de l'Europe et des affaires étrangères 2026-2028.* Paris : MEAE. [https://www.diplomatie.gouv.fr/files/files/priorites-et-actions/societe%20civile%20et%20volontariat/feuille\\_de\\_route-jeunesse\\_vf.pdf](https://www.diplomatie.gouv.fr/files/files/priorites-et-actions/societe%20civile%20et%20volontariat/feuille_de_route-jeunesse_vf.pdf)

**Guide méthodologique 2025 du dispositif I-OSC** (Agence française de développement) : <https://www.afd.fr/fr/actualites/jeunes-developpement-dix-ans-engagement>

**Gret. 2026.** « Glossaire Jeunes et Insertion intégrale », Nogent : Gret. [https://gret.org/wp-content/uploads/2026/05/glossaire\\_Jeunes-insertion-integrale.pdf](https://gret.org/wp-content/uploads/2026/05/glossaire_Jeunes-insertion-integrale.pdf)

---

**Agence française de développement (AFD)**  
5, rue Roland Barthes | 75012 Paris | France  
**Dir. de la publication** Christophe Lecourtier  
**Dir. de la rédaction** Thomas Mélonio  
**Création graphique** MeMo, Juliegilles, D. Cazeils  
**Conception et réalisation** eDeo-design.com

**Dépôt légal** 2<sup>ème</sup> trimestre 2026 | ISSN 2271-7404  
**Crédits et autorisations**  
Licence Creative Commons CC-BY-NC-ND  
<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>  
Imprimé par le service de reprographie de l'AFD.

*Les analyses et conclusions de ce document sont formulées sous la responsabilité de ses auteurs. Elles ne reflètent pas nécessairement le point de vue de l'AFD ou de ses institutions partenaires.*

